

L'espace Citoyen - Récit d'un projet d'inclusion de citoyens experts de vécu dans une structure locale de concertation de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Sabrina Tremblay, professeure, Département des sciences humaines et sociales, Université du Québec à Chicoutimi

Christophe Lévesque, étudiant-chercheur, Département des sciences humaines et sociales, Université du Québec à Chicoutimi

Valérie Savard, Chargée de projet, Corporation de développement communautaire Domaine du Roy

Introduction

En 2002, le gouvernement de la province du Québec (Canada) adoptait la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le gouvernement espérait ainsi se doter d'outils afin de mieux orienter ses actions en matière de lutte à la pauvreté (Québec, 2002). Avec cette loi, il y eut la création du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) administré localement par les Alliances pour la solidarité¹. Ces Alliances ont pour mission d'établir les priorités d'interventions locales en matière de pauvreté et d'exclusion, de lancer des appels de projets et d'octroyer le financement aux projets retenus (Alliance pour la solidarité Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2019).

La présente communication s'intéresse à l'un de ces projets financés: l'Espace citoyen. Plus particulièrement, cette communication présentera un projet de recherche-action qui vise à documenter les effets de l'Espace citoyen sur le développement du pouvoir d'agir (DPA) global (individuel, organisationnel et communautaire). Après une mise en contexte, nous présenterons les grandes lignes de l'Espace citoyen ainsi que son cadre logique. Nous aborderons ensuite les considérations méthodologiques de l'étude en cours en plus de présenter quelques résultats préliminaires. Nous terminerons par des pistes de réflexion et les possibles pour les suites de ce projet de recherche.

Mise en contexte

Entre 1,4 à 1,6 million de personnes au Québec vivent avec un revenu qui n'est pas suffisant pour combler les besoins de bases (Couturier & Labrie, 2020). La pauvreté est multidimensionnelle et prend racine dans des facteurs macrosociaux (contexte économique, marché du travail, etc.) et microsociaux comme les ressources, le capital humain et social, les capacités individuelles et collectives, etc. (Klein & Raufflet, 2014). Elle se vit tout autant à l'échelle individuelle que

¹ Il existe une Alliance dans chacune des 17 régions administratives du Québec ainsi que dans quatre territoires autochtones.

collective, locale comme globale (Klein & Champagne, 2011). Elle est un facteur de risque individuel important à l'exclusion sociale et cette exclusion est un facteur collectif complexe qui freine la capacité des personnes à se sortir de la pauvreté (Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, 2009).

Pauvreté et exclusion sociale (PES) sont intimement liées et affectent les personnes sur les plans du sentiment de compétence, d'utilité et sur la capacité d'agir citoyenne. Ils ont bien peu à voir avec des « déficits » individuels et comme le soulignent Fontan, Rodriguez et Van Schendel (2010), ils ne sont pas des phénomènes naturels ou inévitables. (Carreteiro, 1994) estime pour sa part qu'ils témoignent au final d'une perte de lien institutionnel (rapport politique au sens large) et d'un déracinement de la personne de sa communauté. Pour Racine (2010) ce phénomène est tout simplement « [un] affront direct à la citoyenneté par la mise à l'écart de personnes qui ne correspondent pas aux normes ou aux cadres prédéfinis (p.25) ». Pour lutter contre la PES, il faut ainsi agir sur les fonctionnements collectifs et surtout, veiller à mettre les personnes au cœur du processus (Fontan et coll., 2010). Les projets financés par le FQIS doivent justement répondre à ces impératifs.

L'Espace citoyen – un dispositif de préparation à la participation citoyenne

Suite à l'appel de projets de 2020-2021 du FQIS, la Corporation de développement communautaire (CDC) Domaine-du-Roy² a proposé le projet espace citoyen, qu'elle mène en partenariat avec Table de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (TLC PES). Il s'agit d'un comité dont le but est de mieux comprendre le vécu des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale (nommées ci-après citoyen.ne.s) en donnant la parole à celles et ceux qui ont été touchés par ces réalités ou qui le sont toujours.

Le fonctionnement de l'Espace citoyen est directement inspiré par l'approche AVEC. Développée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté (2014), cette approche d'inclusion des personnes expertes de vécu dans les processus décisionnel souhaite changer les pratiques de luttes à la pauvreté et l'exclusion sociale. Plus particulièrement, elle vise à 1) penser ensemble (favoriser l'expression du vécu et l'accueil de celui-ci), 2) décider ensemble (principes démocratiques et inclusifs) et 3) agir ensemble (en réalisant des actions concrètes). De façon globale, c'est le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes qui est ciblé par cette approche (Opération veille et soutien stratégique & Communagir, 2020).

Suite à des annonces dans les organismes communautaires du milieu, une dizaine de citoyen.e.s se sont montrés intéressés à participer. Ils se rencontrent sur une base bimensuelle depuis juin 2021³ afin de mettre des mots sur leur situation, identifier les obstacles qui peuvent bloquer leur

² La mission de la CDC est d'assurer la participation active du mouvement communautaire au développement socio-économique de son milieu. La CDC favorise la prise en charge de la communauté par elle-même et vise à l'amélioration de la qualité de vie tant individuelle que collective, dans une perspective de changement social.

³ Initialement, le projet aurait dû débuter en août 2020, mais il a été retardé par la pandémie. Pour les mêmes raisons, il a été complètement arrêté à l'hiver 2022 pour redémarrer un peu plus tard au printemps de la même année.

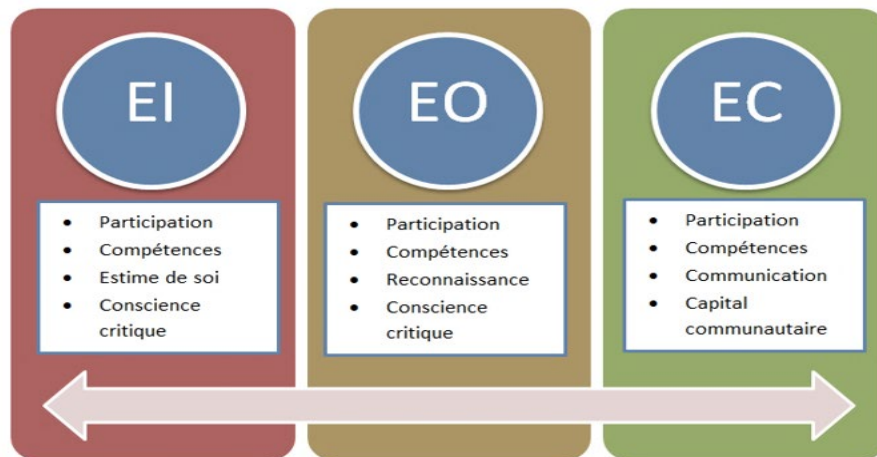
participation, reconnaître leurs savoirs et développer des compétences liées à la participation citoyenne. La chargée de projet de la CDC anime et facilite les dialogues lors des rencontres. Depuis jui 2022, des rencontres mixtes sont expérimentées entre citoyen.ne.s et membres de la TLCPEs afin d'assurer une inclusion réfléchiée, donc non instrumentalisée, des citoyen.ne.s à titre de partenaires et membres de la Table. Au terme des deux années du projet, on espère qu'un certain nombre de citoyen.nes siègeront comme membres à part entière de la TLCPEs, au même titre que les représentants.es de la vingtaine d'organisations qui la composent.

Notre projet de recherche

Notre recherche, actuellement en cours, vise à documenter la démarche de l'Espace citoyen. Nous souhaitons 1) comprendre comment l'Espace citoyen peut avoir un effet sur le processus global d'autonomisation, 2) vérifier si le projet facilite effectivement l'inclusion durable des citoyens sur la TLCPEs 3) identifier les facteurs facilitants/contrainants de l'initiative. La recherche est de type qualitatif (Paillé & Mucchielli, 2012) et se positionne dans l'approche participative, puisqu'elle intègre à différente étape de la recherche les acteurs concernées (Anadon, 2007).

Le cadre théorique est celui du développement du pouvoir d'agir (DPA) de Ninacs (2008). Il propose trois niveaux d'autonomisation, chacun ayant quatre dimensions : individuel (participation, compétence, estime de soi, conscience critique), organisationnel (participation, compétences, reconnaissance, conscience critique) et communautaire (participation, compétences, communication, capital communautaire) (Figure1).

Figure 1 Processus global du développement du pouvoir d'agir



Adapté de Ninacs (2008, p.70)

La collecte de données se réalise auprès des citoyens et des membres de la TLCPEs et utilise trois techniques distinctes : 1) des entretiens de recherche semi-dirigés réalisés en début et fin de parcours et qui vise à comprendre leur expérience dans l'Espace citoyen 2) des focus group (un par type de répondant) réalisés en fin de démarche dans le but d'approfondir les données obtenues lors des entretiens individuels. Des observations participantes (n=4) réalisées durant des rencontres de l'Espace citoyen afin d'observer la démarche de DPA des citoyen.ne.s. L'analyse des données sera réalisée avec le Nvivo 12.

Résultats préliminaires

Bien que l'Espace citoyen ne soit pas encore arrivé à terme et que le projet de recherche soit toujours en cours au moment d'écrire ces lignes, nous sommes en mesure d'identifier certains éléments liés aux trois niveaux de DPA.

Au niveau individuel, le mot qui revient souvent est celui de dignité. Dignité perdue au travers de la prestation des services et des fonctionnaires « à cravate » (un citoyen), dignité qui s'effrite dans le regard des autres, ambivalente parfois, car coincée entre la figure du bon et du mauvais pauvre. L'**estime de soi** est ici fortement ébranlée, mais elle est lucide (**conscience critique**) : « *je comprends que les autres ne comprennent pas notre vécu* » (un citoyen). La **participation** à l'Espace citoyen est constante, mais il n'est pas certain que tous sont capables à l'heure actuelle de mesurer ce que cette expérience leur apportera à court, moyen ou long terme.

Au niveau organisationnel, la CDC est dans une position délicate de conciliation du rythme des citoyens et celui des partenaires sur le terrain et des membres de la TLCPEs. Elle doit développer des **compétences** étendues liées à ce type de projet. Elle doit aussi développer la **reconnaissance** de son expertise en matière de lutte à la PES dans l'écosystème local. Quand le financement n'est pas régulier ni suffisant, on devine que cette reconnaissance n'est pas toujours acquise. L'Espace citoyen, en tant que dispositif de participation, a permis au moins de poser un **regard critique** sur cette situation.

Au niveau communautaire, il semble qu'il reste beaucoup de travail à faire au niveau de la sensibilisation et des préjugés liés à la PES (santé mentale et de toxicomanie). Le milieu doit développer ses **compétences** en lien avec la lutte à la PES, surtout quand il s'agit d'adresser les causes structurelles de la PES. Les services aux personnes sont jugés insuffisants et demanderaient à être augmentés ou bonifiés. Des citoyen.ne.s restent avec l'impression de services à deux vitesses : ceux pour la population générale et ceux pour les personnes en situation de PES, avec là encore cette impression de jugement du bon et mauvais pauvre. Il faut favoriser davantage de mixité sociale.

Conclusion

L'Espace citoyen a fait le pari que les citoyens étaient, depuis le début, capable de bien expliquer leur situation et comprendre ses ramifications à la fois à partir d'un point de vue individuel, mais aussi sociétal. Or, quand on est en situation de survie, le luxe de réfléchir sur son propre vécu

n'est pas toujours facile. Jusqu'à un certain point, on peut se demander « *si on peut réellement tout faire AVEC* » (une intervenante). La question est délicate et mérite certainement davantage de réflexion, avec les personnes directement concernées. Qu'un lieu comme l'Espace citoyen existe à cet égard est déjà un grand pas dans la bonne direction.

Références

- Alliance pour la solidarité Saguenay–Lac-Saint-Jean. (2019). *Plan de travail*. (pp. 38). Chicoutimi: Alliance02. Repéré à https://alliance02.org/wp-content/uploads/2019/12/Plan-de-travail-Alliance-02-2018-2023_adopt%C3%A9_v2.pdf
- Anadon, M. (2007). *La recherche participative: multiples regards*. Repéré à <http://international.scholarvox.com/reader/docid/88801540/page/5>
- Carretero, T. C. (1994). La quête de l'historicité *Cahiers de recherche sociologique*, 22, 49-59.
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. (2009). *Prendre la mesure de la pauvreté: Proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec*. Québec: ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Repéré à http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/Avis_CEPE.pdf
- Collectif VAATAVEC. (2014). *L'AVEC -Pour faire ensemble*. (pp. 80). Montréal: Collectif pour un Québec sans pauvreté. Repéré à [http://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/%3Ca%20class='wpdm-download-link%20wpdm-download-locked%20\[btnclass\]'%20rel='noindex%20nofollow'%20href='https://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/?wpdmdl=13887%27%3E%3Ci%20class=%27%27%3E%3C/i%3EDownload%3C/a%3E](http://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/%3Ca%20class='wpdm-download-link%20wpdm-download-locked%20[btnclass]'%20rel='noindex%20nofollow'%20href='https://www.pauvrete.qc.ca/document/lavec-pour-faire-ensemble/?wpdmdl=13887%27%3E%3Ci%20class=%27%27%3E%3C/i%3EDownload%3C/a%3E)
- Couturier, E.-L., & Labrie, V. (2020). *Qui a accès à un revenu viable au Québec?* (pp. 19): Institut de recherches et d'informations socioéconomiques. Repéré à https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2021/03/Acces_au_revenu_viable_WEB.pdf
- Fontan, J. M., Rodriguez, P., & Van Schendel, V. (2010). Parole d'excluEs, une approche innovante en matière de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. *Vie économique*, 1(4). Repéré à http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/5/43/RVE_vol1_no4_Fontan_et_al_corrigezf.pdf
- Klein, J.-L., & Champagne, C. (Éds.). (2011). *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

- Klein, J.-L., & Raufflet, E. (2014). La lutte contre la pauvreté : modèles d'action locale. *Revue Interventions économiques*(50). doi: <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2407>
- Martineau, S. (2005). L'observation en situation : enjeux, possibilités et limites. *RECHERCHES QUALITATIVES - Actes du colloque L'INSTRUMENTATION DANS LA COLLECTE DES DONNÉES, UQTR, 26 novembre 2004, Hors Série*(2), 1-13.
- Massey, O. T. (2011). A proposed model for the analysis and interpretation of focus groups in evaluation research. *Eval Program Plann*, 34(1), 21-28. doi: 10.1016/j.evalprogplan.2010.06.003
- Ninacs, W. A. (2008). *Autonomisation et intervention - développement de la capacité d'agir et la solidarité*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Opération veille et soutien stratégiques, & Communagir. (2020). *Cinq démarches d'inclusion sociale et de participation citoyenne : étude de cas*. (pp. 43). Montréal. Repéré à https://operationvss.ca/media/1139/ovss_etude-cas-5-demarches-inclusion-sociale-participation-citoyenne-2020.pdf
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3). Paris: Arman Colin.
- Québec. (2002). *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. (Vol. L-7). Québec: Éditeur officiel du Québec. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cs/L-7.pdf>
- Racine, S. (2010). *La mobilisation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à travers des organismes communautaires québécois*. Université de Montréal, Montréal. Repéré à https://papyrus.bib.umontreal.ca/jspui/bitstream/1866/4734/6/Racine_Sonia_2010_th%C3%A8se.pdf
- Tremblay, S. (2021). Communautés territoriales, développement du pouvoir d'agir et innovation sociale : une contribution à la réflexion des intervenants sociaux. *Intervention*, 153(Printemps 2021), 93-100. Repéré à <https://revueintervention.org/numeros-en-ligne//153/communautes-territoriales-developpement-du-pouvoir-dagir-et-innovation-sociale-une-contribution-a-la-reflexion-des-intervenants-sociaux/>